

« PRÉSERVER LES ACQUIS ET REDOUBLER D'EFFORTS », SELON LE FMI

Satisfait de la performance macroéconomique du pays, le Fonds monétaire international félicite les efforts entrepris par la Grande île pour remettre l'économie du pays sur les rails d'une croissance durable et inclusive. À cet effet, le déblocage de la quatrième tranche, 40 millions de dollars, dans le cadre du programme Facilité élargie de crédit est accordé.

Des résultats positifs. Après quatre années de mission en tant que représentant-résident du Fonds monétaire international (FMI) à Madagascar, Patrick Imam quitte la Grande île en laissant des indicateurs macroéconomiques plus ou moins solides. Pour couronner son départ, le décaissement de la quatrième tranche de la Facilité élargie de crédit (FEC), soit environ 40 millions de dollars a été accordé en juillet portant le total des décaissements au titre de la FEC à 220 millions de dollars. En effet, à l'issue de la troisième revue du programme, le conseil d'administration du FMI a apprécié les performances économiques de la Grande île et la mise en œuvre des recommandations dictées par l'institution financière.

Parmi les performances appréciées, on peut citer le taux de croissance économique qui avoisinera les 5% en 2018 contre 4,2% l'année dernière. « La situation macroéconomique demeure stable, les recettes fiscales ont augmenté d'une manière significative et la qualité des dépenses publiques s'est améliorée avec davantage de ressources dédiées aux secteurs sociaux et aux infrastructures », évoque Patrick Imam, désormais ancien représentant-résident du FMI. Les recettes de l'État, douanières ou fiscales, suivent une tendance croissante et ce, malgré la grève syndicaliste. Les recettes douanières, par exemple, dépassent déjà de 80 milliards ariary les prévisions inscrites dans la loi de finances, et les recettes fiscales connaissent un surplus de 57 milliards ariary dès la fin du premier semestre 2018.

En outre, les réserves en devises sont de quatre mois d'importations contre environ deux mois et quelques à la sortie de la crise de 2009. À cela s'ajoute l'établissement d'un partenariat stratégique d'Air Madagascar pour redresser cette compagnie aérienne nationale, qui se transformait en un canard boiteux. De plus, l'application de la vérité des prix se met en place grâce à un système d'augmentation progressive des prix à la pompe. « Le gouvernement n'accorde plus de subvention aux distributeurs pétroliers », soutient le grand argentier de l'État.

Redoubler d'efforts

Quoiqu'il en soit, des défis restent à relever pour garantir une croissance durable et surtout inclusive. Certes, les recettes publiques ont fortement augmenté, mais le niveau demeure en-deçà de son potentiel estimé à 17%. Il en est de même de l'amélioration de la qualité des dépenses publiques. « Grâce à une approche volontariste, les autorités ont réussi à éliminer les subventions sur les produits pétroliers ainsi que l'accumulation des arriérés. Toutefois, avec la conjoncture internationale actuelle, les risques de revenir sur ces questions sont bien là », s'inquiète Patrick Imam.



▲ Patrick IMAM, ancien représentant-résident du FMI.

Et d'ajouter que « les efforts pour redresser la Jinama sont à consolider pour réduire sa dépendance vis-à-vis du budget de l'État ». En fait, à l'heure actuelle, celui-ci continue à subventionner la société d'eau et d'électricité en raison de la hausse du prix du baril au niveau international. Une subvention additionnelle de 100 milliards ariary vient de lui être accordée portant le montant total des subventions à 309 milliards ariary pour 2018.

Le FMI recommande également de poursuivre l'agenda pour instaurer la bonne gouvernance et réduire la corruption. « Ainsi, j'accueille avec optimisme l'opérationnalisation récente du Pôle anti-corruption qui, j'espère, va insuffler une nouvelle dynamique dans ce sens », indique l'ancien représentant-résident de l'institution de Breton Woods. Il invite le gouvernement à compléter les arsenaux juridiques afin de lutter efficacement contre la corruption. En particulier les lois sur le recouvrement des avoirs illicites et sur le blanchiment d'argent dont l'examen au niveau des Chambres basse et haute devra se faire au mois d'octobre.

En revanche, Patrick Imam reconnaît que la croissance n'est pas encore inclusive et ne profite guère aux plus pauvres. « Jusqu'ici, les embellies sur le plan économique ne se ressentent pas encore totalement sur le bien-être de la population, dont une grande partie vit encore dans la pauvreté. J'encourage les autorités à redoubler d'efforts dans ce sens et à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour davantage de créations de revenus et d'une meilleure redistribution de ce qui existe déjà », réitère-t-il.

Commandeur

Face aux contributions de Patrick Imam au redressement de l'économie de la Grande île, il a été élevé au grade de Commandeur de l'Ordre national. Pour rappel, ce docteur en économie, très ouvert et engagé, a pris ses fonctions en 2014 au moment où le pays venait tout juste de sortir d'une très longue période de crise politique qui a laissé de lourds dégâts économiques et sociaux. Et, grâce à sa plaidoirie efficace, dès juin 2014, Madagascar a pu bénéficier d'un appui financier et technique d'urgence à travers le premier programme de Facilité de crédits rapides (FCR), suivi d'un second FCR ainsi que d'un programme de référence, et enfin la FEC. Cette reconnaissance du FMI a permis à la Grande île de recevoir davantage d'appuis financiers de la part des autres partenaires techniques et financiers.